
CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement européen

Quinzième session du Comité de pilotage* de la Conférence

14-15 juin 2007, Siège de l'UIP, Genève

DECLARATION

Nous sommes réconfortés par les mots prononcés par le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, à la réunion de notre comité de pilotage. Nous croyons savoir qu'un accord intérimaire ouvrant la voie à un aboutissement possible du Cycle de Développement de Doha est en vue.

Trois éléments sont cruciaux pour parvenir à un accord provisoire : le montant des réductions en ce qui concerne les subventions agricoles qui faussent le commerce, les tarifs sur les produits agricoles et les tarifs sur les produits industriels. Il se trouve que ces enjeux sont aussi parmi les dossiers les plus sensibles dans nos pays sur le plan politique.

Pour parcourir le chemin restant, les négociateurs à l'OMC doivent unir leurs efforts et rapprocher les positions de négociation les unes des autres. En notre qualité de parlementaires chargés de contrôler l'action des gouvernements, notamment en matière de commerce international, nous sommes fermement convaincus que cela est possible. Un compromis doit être trouvé sous la forme de concessions mutuelles, équilibrées et justes qui tiennent compte du contexte économique mondial et des dangers considérables qui résulteraient d'une impasse prolongée.

Nous prions instamment tous les membres de l'OMC – en particulier les Etats-Unis d'Amérique, l'Union européenne et les pays en développement membres du G20 – de prendre les mesures nécessaires pour définir l'étendue des concessions pouvant être faites dans les semaines à venir. Nous nous engageons à apporter un soutien parlementaire pour l'aboutissement d'un véritable Cycle de Développement.

* Etaient présents à la session les membres du Comité de pilotage des pays, assemblées parlementaires régionales et organisations internationales suivants : Afrique du Sud, Belgique, Canada, Chine, France, Inde, Iran (République islamique d'), Japon, Maroc, Namibie, Niger, Royaume-Uni, Uruguay, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Association parlementaire du Commonwealth, Parlement européen, Union interparlementaire et le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce.